

Le Pôle Carrières Sociales ISIAI-IUT Bordeaux-Montaigne
et l'UMR 5319 PASSAGES/CNRS
organisent les **lundi 25 et mardi 26 janvier 2021** un colloque sur le thème :

Animation et Transition : quels cadres de pensée et modes d'action pour agir dans un futur incertain ?

La société de l'abondance et de la liberté (Charbonnier, 2020) et sa promesse de réaliser la justice sociale n'apparaît plus conforme ni crédible dans un monde confronté aux limites de ses ressources (Meadows, 1972) et au déferlement des risques sociaux et environnementaux (Beck, 1986). Le progrès et les techniques ont en effet montré leur incapacité à constituer une voie d'accès au bien-être et un moyen pour réduire les inégalités sociales, lesquelles, à l'inverse, n'ont cessé de croître de façon exponentielle. L'ère de l'anthropocène qui marque, à l'ère industrielle, la « grande accélération » de la menace sur le vivant et le système-Terre ouvre sur une « repolitisation de toutes les questions planétaires » (Latour, 2017), et engage l'ensemble des acteurs sociaux et politiques dans la recherche de solutions viables pour l'homme et la nature. Dans cette perspective, la question écologique exige d'être appréhendée de façon globale et multidimensionnelle, écosophique comme nous y invitait Félix Guattari (1989). Ainsi la question sociale ne peut être dissociée de la question environnementale. La crise des gilets jaunes a, s'il le fallait, montré combien les deux étaient liées en soulignant l'inégalité dans les ressources et les pratiques et le risque que ne se renforcent les processus de distinction à l'œuvre entre groupes sociaux dans la conversion écologique des modes de vie (Grossetête, 2019).

Alors que le sentiment d'urgence dicté par l'accélération de la dégradation des conditions écologiques globales, et dont les théories de l'effondrement (Servigne et Stevens, 2015) se font l'écho sur un mode alarmiste, est aujourd'hui largement partagé, les mesures qui devraient être prises par les élites dirigeantes font défaut, accentuant le décalage et l'incompréhension entre représentants politiques et citoyens. L'écologie politique et ses divers mouvements tentent d'apporter des solutions institutionnelles à la paralysie institutionnelle, alors que pour d'autres, la solution serait à rechercher auprès des acteurs sociaux de terrain, seuls capables de mettre en oeuvre l'action nécessaire (Aygut, 2017). Affirmé sur le front de la lutte contre les inégalités sociales, économiques et culturelles, le rôle de l'animation socioculturelle est moins souvent souligné dans la lutte contre le changement climatique. Pourtant, dans le contexte d'une crise multidimensionnelle, le secteur de l'animation peut être considéré comme un acteur tiers dans la réflexion collective et la transition vers un nouveau modèle sociétal.

L'objectif de ce colloque est d'interroger la manière dont l'animation socioculturelle aborde la question de la transition écologique dans ses formes et modalités d'action et se projette dans un futur incertain, tout en réfléchissant au rôle que le secteur peut et souhaite tenir dans la mobilisation et l'action politique écologiques.

Deux axes de questionnements peuvent aider à penser la place et le rôle de l'animation socioculturelle dans la transition sociale et politique que la crise écosystémique exige :

→ **Axe 1 : Méthodes et approches : penser la participation citoyenne et le rapport au politique à l'aune des enjeux environnementaux**

Dans un contexte d'exigence démocratique forte et d'appel à penser un nouveau modèle sociétal portés par de nombreux mouvements citoyens (indignés, marches pour le climat...), l'animation socioculturelle est amenée à réinterroger les méthodes et approches par lesquelles elle entend poursuivre ses objectifs d'émancipation individuelle et d'autonomie collective. Il s'agira également de questionner sa capacité à accompagner les personnes dans la production et la valorisation des savoirs citoyens et des connaissances scientifiques nécessaires à l'appropriation des enjeux environnementaux.

→ **Axe 2 Lieux et Espaces : Interroger le rôle et le positionnement des lieux socioculturels comme espaces potentiels de renouvellement de l'action politique et écologique**

A partir d'expérimentations et modèles émergents (laboratoires urbains, écolieux, ZAD...), il s'agira de discuter des potentialités sociales et politiques de ces espaces-tiers écosystémiques et d'interroger la spécificité et le positionnement des structures socioculturelles vis-à-vis de ces lieux. La question de la nature sera également mise en perspective au travers des jardins communautaires ou partagés et de leur rôle pour penser le lien avec le vivant et la transition écologique.

Bibliographie

- Aykut S. (2017), « La "gouvernance incantatoire". L'accord de Paris et les nouvelles formes de gouvernance globale », *La Pensée écologique*, vol. 1 (1), octobre 2017
- Barbe, F. (2016). La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique. *Norois*, p. 238-239(1)
- Besson R. (2016), « Les laboratoires citoyens madrilènes : la fabrique des « communs urbains » », disponible en ligne : <https://www.urbanews.fr/2016/01/11/50396-laboratoires-citoyens-madrilenes-fabrique-communs-urbains/>), consulté le 26 juin 2020
- Beck U. (1986), *La société du risque*, Paris, Flammarion
- Bollier D. (2014), *La renaissance des communs*, Mayer Charles Leopold Eds
- Bourg D., Whiteside K. (2017), « Écologies politiques : essai de typologie », *La Pensée écologique*, vol. 1, no. 1
- Cabedoce B. (dir.), Pierson Ph. (dir.) (1996), *Cent ans d'histoire des jardins ouvriers 1896-1996. La Ligue française du coin de terre et du foyer*, Éditions Créaphis
- Charbonnier P. (2020), *Abondance et liberté. Une histoire environnementale des idées politiques*, Paris, La Découverte
- Den Hartigh, C. (2013), « Jardins collectifs urbains : leviers vers la transition ? », *Mouvements*, 75(3), p. 13-20
- Flipo, F. (2013), « Les mouvements de « la transition » ou l'importance de la complémentarité », *Mouvements*, 75(3), p. 99-109
- Gorz A. (1992) « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation », *Actuel Marx*, 12 , p.19-25
- Grossetête M. (2019), « Quand la distinction se met au vert: Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales », *Revue Française de Socio-Économie*, 22(1), p. 85-105
- Guattari F. (1989), *Les trois écologies*, Paris, Ed. Galilée
- Lefebvre H. (1968), *Le droit à la ville*, Paris, Ed. du Seuil
- Meadows D. et D., Randers J., Behrens W. (1972), *The Limits to Growth*, Cambridge, MIT Press
- Ostrom E. (2010), *La Gouvernance des biens communs : pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, Bruxelles, de Boek

Servigne P., Stevens R. (2015), *Comment tout peut s'effondrer*, Paris, Seuil

Subra, P. (2016). Chapitre 4. Les ZAD : une radicalisation des luttes environnementales en France ?. dans , P. Subra, *Géopolitique locale: Territoires, acteurs, conflits*, (pp. 85-103, Paris, Armand Colin

Zask J. (2016), *La démocratie aux champs. Du jardin d'Eden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques*, Paris, La découverte

Calendrier du colloque :

Envoi des propositions de communication : jusqu'au **7 novembre 2020** à l'adresse mail suivante : **colloques-isiat@iut.u-bordeaux-montaigne.fr** Les textes d'une page (2 000 à 2 500 signes espaces compris) seront envoyés en format Word, Times new roman, Police 12, interligne simple avec un titre, le nom et les coordonnées du communicant, son statut et son organisme d'appartenance, l'axe de réflexion privilégié et un exposé synthétique présentant la problématique générale, le terrain ou les données mobilisées, les résultats ou axes de réflexion développés lors de la présentation.

Retour des avis du comité scientifique : **23 novembre 2020.**

Edition du programme définitif : **mi-décembre 2020.**

Réception des textes complets : jusqu'au **11 janvier 2021.**

Colloque : **lundi 25 et mardi 26 janvier 2021** à l'IUT Bordeaux Montaigne 1 rue Jacques Ellul 33800 Bordeaux.